



En collaboration avec :



Expérience d'apprentissage en direct : *au-delà de la réponse immédiate à la pandémie de Covid-19*

Finances : les collectivités territoriales sous pression financière – quelles solutions face à la crise du Covid-19 et au-delà ?

Rapport & Note d'apprentissage
23 avril 2020



Pour plus d'informations, veuillez
contacter : policy@uclg.org



Lancées conjointement par Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), Metropolis et ONU-Habitat le 25 mars 2020, les sessions virtuelles d'expérience d'apprentissage en direct **#BeyondTheOutbreak** (au-delà de la crise) (LLE, pour son sigle en anglais) ont pour objectif de réunir les collectivités territoriales, leurs associations et organisations partenaires afin de promouvoir un échange d'expériences constructif permettant de faire face à la crise du Covid-19 tout en maintenant la continuité des services publics. À la suite des premières réunions, la septième session thématique LLE s'est déroulée le jeudi 23 avril 2020. Organisée en collaboration avec FMDV et le FENU, la session avait pour objectif **d'évaluer les impacts de la crise du Covid-19 sur les finances des collectivités territoriales, les défis et mesures à engager pour faire face à l'urgence actuelle et préparer la reconstruction à venir.**

La session a réuni plus de 280 participant·e·s. Plusieurs collectivités territoriales ont été invitées à partager leur expérience, notamment les villes de Johannesburg (Afrique du Sud), Séville (Espagne), Kumasi (Ghana), Gulu (Ouganda), Edmonton (Canada), Mexico (Mexique) et le département d'Antioquia (Colombie). Divers partenaires publics et privés, dont le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU), la Fondation Rockefeller, la Commission européenne et l'Agence française de développement (AFD), sont également intervenus pour faire part du soutien qu'ils pouvaient apporter. Tout au long de la session, un espace de discussion en parallèle a permis de recueillir différents points de vue et propositions des participant·e·s.

Localiser les financements : une revendication de longue date des collectivités territoriales et un besoin impérieux au temps du Covid-19

L'épidémie de Covid-19 met les collectivités territoriales sous une pression financière sans précédent. Face à l'urgence, elles doivent assurer la continuité des services publics de base, et la durabilité de leur financement, pour leurs habitants. Par ailleurs, elles sont appelées à engager des dépenses extraordinaires pour soutenir des mesures de prévention et de confinement visant à freiner la propagation du virus. Dans le même temps, elles font face à une baisse substantielle de leurs revenus courants. Loin de prendre fin une fois l'urgence sanitaire passée, ces difficultés financières risquent de se prolonger voire de s'aggraver dans une majorité de pays.

Dans ce contexte d'urgence et de pression financière accrue, il est vital de veiller à ce que les collectivités territoriales aient accès à des financements adéquats pour






prendre des mesures d'urgence et se préparer pour la reconstruction. Cela est d'autant plus important dans les pays en développement et les pays moins développés. Aujourd'hui, plus que jamais, leur rôle en tant qu'acteurs publics à part entière doit être reconnu et pleinement soutenu. Il faut qu'elles aient les moyens de répondre aux besoins et aux demandes des populations pour des services publics durables et la promotion d'un développement urbain et territorial inclusif.

Au cours de ces dernières années, l'appel à un nouveau paradigme qui place les villes et les régions au cœur de la mobilisation des financements et des investissements en faveur du développement durable a pris de l'ampleur. Aux côtés de partenaires et d'institutions internationales clés telles que ONU-Habitat et Cities Alliance, des collectivités territoriales du monde entier se sont réunies au sein de la **Coalition mondiale de Malaga pour les finances municipales** pour promouvoir ensemble la transformation d'un écosystème financier qui leur permette de répondre à leur mandat de développement durable au niveau local. Par l'intermédiaire de leur organisation faîtière CGLU, les collectivités territoriales ont placé la question de la localisation des financements et des investissements au cœur de leurs priorités stratégiques. CGLU avec le soutien du Fonds mondial de développement des villes (FMDV) a ainsi adopté en 2018 une stratégie renouvelée sur « la localisation des financements en appui à l'urbanisation durable et au développement territorial ». Les collectivités territoriales ont activement participé aux principaux forums mondiaux dédiés aux enjeux du financement pour le développement durable, appelant à respecter leur autonomie fiscale et disposer d'un accès accru à des ressources de long terme à la fois nationales et extérieures. Sur ce dernier point, CGLU et le FENU, en collaboration avec le FMDV, ont lancé conjointement le **Fonds international d'investissement municipal**, afin d'apporter une réponse concrète aux villes et aux régions pour leur permettre d'accéder à des financements et mobiliser des ressources publiques et privées en appui à des projets urbains durables.

Les collectivités territoriales sous pression financière

Une consultation a été organisée en direct pendant la session et a permis de visualiser les perceptions des participant·e·s quant aux principaux défis posés par la pandémie de Covid-19 sur les finances locales. Interrogé·e·s sur le mot décrivant le mieux l'impact de la pandémie, la plupart des participant·e·s ont exprimé leur profonde inquiétude vis-à-vis de la pression exercée par le virus sur des systèmes financiers locaux souvent déjà fragiles. La consultation en direct leur a également donné l'occasion de partager leurs points de vue sur ce que devraient être les priorités de





dépenses des collectivités territoriales face à la crise. L'investissement dans la protection sociale, le développement économique local et la fourniture de services de



base ont été les trois priorités de dépenses mises en avant face à la crise du Covid-19. S'agissant des ressources mobilisables pour financer ces dépenses exceptionnelles, les participant·e·s ont identifié les sources suivantes, par ordre d'importance : les dotations et subventions de l'Etat, les fonds de solidarité locale et les fonds d'urgence, l'aide internationale et enfin leurs revenus propres.

Enfin, les participant·e·s ont été invités à partager leurs idées sur les effets de la crise sur l'avenir des finances locales et les transformations que la pandémie du Covid-19 pourrait engendrer sur les écosystèmes financiers locaux. Les réponses ont été très variées, les participant·e·s étant plus ou moins optimistes. L'accord était néanmoins général sur le fait que l'impact du virus sur l'avenir des finances locales dépendra précisément des décisions prises aujourd'hui.

Comme l'ont souligné les comptes rendus des précédentes sessions LLE, les collectivités territoriales ont pris de nombreuses mesures pour répondre de façon proactive aux impacts multidimensionnels liés à la pandémie de Covid-19, que leur territoire soit ou non déjà touché par le virus. Les discussions ont porté sur trois thèmes principaux : (1) le contexte socio-économique et financier local dans lequel l'épidémie a démarré et le degré de préparation aux niveaux local et national, (2) la capacité locale à formuler des réponses fiscales et financières immédiates pour faire face aux effets de la crise, et (3) les mesures financières et fiscales qui devront être mises en œuvre au lendemain de la crise pour garantir une fourniture durable des services publics locaux.





L'impact de la crise sur les finances locales

La pandémie mondiale de Covid-19 a touché tous les territoires, mais l'ampleur de la crise socio-économique locale qui en a résulté révèle le **véritable « fossé » et le chaînon manquant en matière de finances publiques**, où les services publics sont largement sous-financés. **Les nouvelles vulnérabilités socio-économiques et les inégalités territoriales dans la lutte contre le Covid-19 sont directement liées aux capacités des collectivités territoriales** à continuer de financer les services essentiels et à s'adapter localement pour ne laisser personne pour compte. Partout dans le monde, les responsables financiers municipaux s'efforcent de mettre au point des solutions qui répondent aux besoins immédiats tout en garantissant des sources de revenus aux collectivités.

Conformément aux directives nationales ou aux mesures locales d'atténuation, toutes les villes ont mis en œuvre des mesures d'éloignement physique et de fermeture des activités commerciales non essentielles. Ces mesures ont eu un impact majeur sur les entreprises locales et sur l'économie informelle, comme l'ont signalé les villes de Séville, Kumasi, Johannesburg et Gulu, ce qui a accru la vulnérabilité des populations, en recherche de protection sociale¹. **Les recettes des collectivités territoriales sont affectées** par l'incapacité de ces dernières à collecter un volume suffisant de redevances et charges mensuelles. Cela est principalement dû au report des impôts fonciers et des redevances, à la contraction des activités économiques locales (par ex., le tourisme, les marchés locaux) et à la fermeture d'infrastructures publiques génératrices de revenus (par ex., les parkings, les installations sportives et de loisirs, etc.).

Dans des villes comme Kumasi ou Gulu, le **contexte local avant la pandémie était déjà marqué par une situation de reconstruction**, fortement dépendante de la confiance et des capacités des acteurs économiques locaux à commercer sur les marchés ou à travailler dans ces carrefours régionaux transnationaux. Dans ces deux villes, l'impact du Covid-19 à cette période de l'année - où les contribuables sont les plus sollicités - a porté un coup critique aux finances publiques et à la capacité de ces collectivités locales à payer les arriérés. En tout état de cause, comme l'a souligné le maire de Johannesburg, *« avec une enveloppe budgétaire aussi limitée, nous avons dû réduire certains des autres services municipaux réguliers pour être en mesure*

¹ Lire le communiqué de presse sur Relever les défis posés par l'informalité, session LLE du 29/04/20.





d'atteindre les populations en détresse et de maintenir les services municipaux de base à l'échelle de la ville ».

De fait, en raison de la diminution substantielle de leurs recettes propres, la majorité des villes et des régions ont dû **réaffecter et hiérarchiser leurs dépenses** pour financer des mesures d'aide à court terme. Les interventions des collectivités territoriales ont fait écho aux précédentes sessions thématiques de LLE, en soulignant que la fourniture de services de base tels que la santé (mentionnée par le département d'Antioquia), le logement et l'hébergement, les transports publics et la sécurité alimentaire (mentionnés par les villes de Johannesburg, Kumasi, Mexico et Séville), font partie de leurs postes de dépenses prioritaires en réponse à l'urgence, sur la base de leur mandat et des dépenses supplémentaires imprévues imposées par le contexte d'urgence. Dans des villes comme Edmonton, qui ne peuvent pas avoir de budget déficitaire, les collectivités territoriales sont amenées à prendre des décisions difficiles, comme le licenciement d'employés locaux temporaires qui travaillent dans des infrastructures ayant été fermées. Les dépenses ainsi épargnées sont redirigées pour compenser le déficit budgétaire. La ville cherche aussi à trouver un équilibre en réaffectant les dépenses d'investissement à plus long terme pour apporter une réponse à court terme, ce qui a pour effet de mettre en suspens certaines dépenses d'investissement qui pourraient entraîner une facture plus élevée à long terme.

La réponse immédiate des collectivités territoriales pour faire face à la pression financière supplémentaire

Le département d'Antioquia et les villes de Johannesburg, Séville et Mexico ont également réalisé des efforts financiers supplémentaires pour **soutenir les acteurs économiques locaux** les plus touchés par la crise, principalement les petites et moyennes entreprises (PME) et les travailleurs informels. Johannesburg déploie des moyens financiers destinés aux entreprises locales, tandis que Séville et Mexico **soutiennent l'économie familiale** en garantissant des salaires minimums pour compenser la réduction des activités économiques locales des ménages. La fondation Rockefeller aide les travailleurs vulnérables à se reconvertir pour trouver un emploi dans le secteur des soins de santé communautaires. Au niveau départemental, Antioquia a suivi la même logique, en créant des lignes de crédit spéciales pour les PME et les travailleurs informels les plus touchés par la crise, afin de leur octroyer des liquidités immédiates.





La solidarité sociale et financière est la pierre angulaire de toutes les stratégies locales en réponse à la crise. Elle implique la mise en place de partenariats pour ne laisser personne pour compte dans des villes et des régions telles qu'Edmonton, Johannesburg, Antioquia et Séville. Les dons en nature à la taskforce municipale ont également été essentiels à Gulu. A Mexico, les employé·e·s municipaux ont donné un pourcentage de leurs salaires pour financer des programmes sociaux et certaines entreprises locales ont accepté de maintenir les salaires du personnel et de continuer à payer les impôts municipaux. La ville met également en place un programme appelé « Adoptez une PME » pour que les grandes entreprises soutiennent financièrement les PME. Enfin, la fondation Rockefeller soutient les villes américaines et de nombreuses communautés afin d'améliorer la chaîne d'approvisionnement et de réaliser les investissements nécessaires à la reprise du travail, en particulier lorsque les populations ne disposent pas d'une sécurité sociale suffisante. La fondation à but non lucratif soutient la mise en œuvre d'une campagne de tests à grande échelle et le renforcement des capacités des laboratoires.

Le soutien apporté par les gouvernements nationaux s'est également avéré déterminant pour un certain nombre de collectivités territoriales telles que Johannesburg, Kumasi et Mexico pour faire face aux impacts les plus directs de la crise. Le principal enjeu est de **garantir des dotations et subventions de l'Etat qui soient régulières et prévisibles** tout au long de la phase d'urgence et après celle-ci. Comme l'a souligné eThekweni/Durban dans le tchat, privilégier la flexibilité des subventions plutôt que des dotations affectées à des fins spécifiques sera essentiel pour que les collectivités territoriales disposent d'une plus grande marge de manœuvre pour faire face à la crise. En Afrique du Sud et au Mexique, des **enveloppes financières nationales** octroyées aux collectivités territoriales à titre extraordinaire leur permettent de pallier aux problèmes de trésorerie et faire face à la pandémie. En Afrique du Sud, la réaction la plus immédiate a été d'autoriser les collectivités territoriales à agir en dehors de leur cadre budgétaire dans des domaines prioritaires pour freiner la propagation du virus. De même, dans cette première phase d'urgence, le remboursement de la dette des municipalités vis-à-vis du gouvernement d'Antioquia a été reporté d'au moins deux mois. De son côté, l'AFD aide les gouvernements nationaux à maintenir leurs transferts financiers aux collectivités territoriales, tandis que le FENU a mis en place des subventions globales pour financer les dépenses opérationnelles auprès de gouvernements nationaux partenaires décaissées sur la base de critères transparents.





Enfin, une **coordination multiniveaux et multisectorielle** est essentielle pour apporter une réponse collective de l'ensemble des échelons de gouvernement et de l'ensemble des acteurs sociaux à la pandémie. Les réponses centralisées se sont avérées insuffisantes sur le plan financier et plus coûteuses à long terme. Les municipalités de Séville, Johannesburg et Edmonton ont salué le travail de **plaidoyer** accompli pour améliorer le dialogue multiniveaux et mobiliser des fonds de fonctionnement d'urgence pour les municipalités, comme dans le cas spécifique d'Edmonton². En Ouganda, les directives nationales appellent à la création de **groupes de travail pluri-acteurs et multiniveaux pour lutter contre le Covid-19**, comme cela a été le cas lors d'épidémies sanitaires antérieures telles que le virus Ebola. À Gulu, une taskforce a été créée mobilisant les districts infra-municipaux jusqu'au conseil municipal. À Edmonton, la taskforce est chargée d'évaluer l'urgence actuelle et de commencer à préparer la phase de reconstruction.

Mesures de relance pour assurer la viabilité financière à long terme des villes et des régions

En même temps qu'elles prennent des mesures immédiates, les collectivités territoriales en appellent également à un effort global, à tous les niveaux de gouvernement, pour planifier la reconstruction et mieux se préparer aux crises futures. Comme l'ont préconisé le FENU, ONU-Habitat et le vice-ministre sud-africain, Parks Tau, de nombreuses collectivités territoriales évaluent différentes options financières pour **reconstruire leur espace budgétaire et fiscal**. Ainsi pour la ville de Johannesburg, l'évaluation correcte de l'évolution de l'assiette fiscale dans l'après-crise constitue une information essentielle. Sur la question de savoir « comment identifier de nouvelles sources de revenus pour les collectivités locales après la crise », la ville d'Edmonton, le FENU et la Fondation Rockefeller s'accordent à dire que des **diagnostics du développement économique local** peuvent être très utiles pour identifier les secteurs en mesure de renforcer la base fiscale des collectivités. Kumasi prévoit d'ouvrir un compte bloqué et d'investir 5 à 8 % des revenus générés dans des obligations d'État pour financer les infrastructures publiques urbaines et aider à préparer les crises futures. Cette préoccupation est partagée par Edmonton, qui considère également que la gestion des actifs jouera un rôle essentiel dans la récupération budgétaire des collectivités territoriales.

² Pour plus d'informations sur le travail de plaidoyer des associations nationales de collectivités territoriales, lire le compte rendu et note d'apprentissage de la session LLE du 09/04/20.





Le FENU aide les collectivités territoriales à **identifier les secteurs économiques locaux sources de revenus** (par ex., les secteurs de la numérisation et des technologies de l'information) et ceux qui sont le plus durement touchés par la crise, pour ensuite réorganiser les systèmes fiscaux locaux. En établissant des partenariats avec les secteurs économiques locaux pour préparer la phase de reconstruction, la ville d'Edmonton se préoccupe de **la dimension de genre** des politiques de l'emploi. En raison des inégalités salariales structurelles et de leur rôle majeur dans le travail domestique non rémunéré, les femmes sont plus vulnérables aux chocs du marché du travail. La ville encourage la formation des femmes pour qu'elles puissent s'adapter aux marchés du travail de demain. Cela implique la mise en place de **partenariats renouvelés et forts avec le secteur privé**, fondés sur des arrangements financiers clairs, ainsi que le renforcement et la stabilisation des économies locales.

Dans le même ordre d'idées, Antioquia, Séville, Mexico, Gulu et Edmonton soulignent combien il sera important de **renforcer la durabilité et la résilience des communautés**, pour les préparer à mieux affronter les crises futures. Gulu, la région d'Antioquia et Mexico considèrent également qu'une feuille de route pour la durabilité économique, sociale et financière devrait guider leurs actions à venir pour atténuer et prévenir les crises futures. Séville insiste par ailleurs qu'en plus de l'accent qui doit être porté sur les investissements générateurs de revenus, les secteurs innovants et durables ciblés doivent **accélérer l'évolution vers une économie verte**.

L'AFD et la Coopération au développement de l'Union européenne (UE) ont toutes deux souligné l'importance de donner la priorité et renforcer les programmes de garantie sous-souveraine sur des projets ayant plus d'impact, tels que les plans d'action municipaux sur le climat et les **solutions basées sur la nature pour la résilience climatique**. À cette fin, **la planification à long terme** est essentielle, d'abord pour évaluer les vulnérabilités financières à l'échelon local, ensuite pour renforcer les systèmes de protection sociale et les infrastructures et y investir, et enfin pour établir des plans de relance incluant des lignes budgétaires spécifiques pour faire face aux imprévus. Sur ce dernier point, l'AFD soutient la création de dispositifs et de mesures de contingence afin que puissent être débloqués des fonds d'urgence au bénéfice des collectivités territoriales dès que celles-ci sont confrontées à une catastrophe et pallier aux délais administratifs d'instruction de nouvelles demandes de financement.

La base de données *Cities for Global Health* et le blog du FENU (voir « Ressources » ci-dessous) présentent des exemples de collectivités locales qui ont élaboré des plans de préparation efficaces, y compris des collectivités de taille très modeste comme le





district de Napak, en Ouganda, dont le budget est inférieur à un dollar par habitant. Comme l'indique l'adjointe au maire de Gulu, le financement de ces plans « *est essentiel pour se préparer avant que la contagion ne prenne racine dans des communautés locales qui n'ont pas les moyens d'y faire face* ». Et pour Maimunah Mohd Sharif, « *il est impératif pour cela qu'une confiance accrue soit accordée aux collectivités locales en tant qu'investisseurs et prestataires de services publics, et que la coordination institutionnelle entre tous les niveaux de gouvernement soit renforcée* ».

Se projeter au-delà de la pandémie de Covid-19 encourage également des villes comme Mexico à **repenser le développement économique local**³. Dans le contexte actuel de mondialisation et de financiarisation, la ville est particulièrement exposée aux décisions économiques d'entreprises internationales qui ne sont pas pleinement intégrées au tissu économique local. C'est également le cas des entreprises de vente en ligne qui échappent à la fiscalité locale. Pour la ville, une attention particulière doit être accordée à **l'économie sociale et solidaire** afin de créer des sources de revenus stables et prévisibles et de nouvelles activités économiques génératrices de revenus.

Enfin, la pandémie de Covid-19 impose de réfléchir à **des mécanismes de financement plus diversifiés des collectivités territoriales**. Tout au long de la session, les participant·e·s ont débattu dans l'espace de discussion parallèle des modèles de partenariat public-privé (PPP). Présentés comme une option pour mobiliser des financements additionnels du secteur privé, le point de départ pour le FENU et la Coopération au développement de l'UE doit être de démontrer que le risque effectif lié à la mise en place de PPP avec les collectivités au niveau local est bien moindre que le risque a priori perçu. Dans le tchat, les participant·e·s ont débattu du fait que les PPP comprennent également des risques pour les collectivités territoriales ; ils ne conduisent que rarement à des économies financières comme le montre l'expérience. Cela renforce le besoin de continuer à **développer les capacités locales** afin de bâtir des collaborations qui n'aient pas d'effets néfastes et donnent la priorité aux projets générateurs de revenus.

³ Consulter également le compte rendu et note d'apprentissage sur le sujet, session LLE du 30/04/20.





La **solidarité internationale** est une question de vie ou de mort, comme l'a dit avec force l'adjointe au maire de Gulu. Pour ONU-Habitat, le FENU, le vice-ministre Parks Tau, la Coopération au développement de l'UE et les collectivités de Séville, Antioquia, Kumasi et Mexico, **l'épidémie ne doit pas entraîner une interruption ou un recul abrupt par rapport aux efforts déployés par les collectivités et leurs partenaires pour améliorer la solvabilité des collectivités territoriales et leurs relations de confiance**, et par conséquent, la capacité des collectivités à accéder à l'emprunt et à honorer les prêts en cours. L'AFD continue de soutenir les intermédiaires financiers, comme Findeter en Colombie, ainsi que les banques locales dans le financement des projets des collectivités territoriales. Dans le tchat, plusieurs experts travaillant avec CGLU ont soulevé la question de la **décentralisation financière** et du niveau politico-institutionnel le plus approprié pour mettre en place de nouveaux mécanismes de soutien d'urgence. Il faut permettre à chaque collectivité d'adapter sa réponse, en fonction de la phase de la crise et de sa capacité à concevoir ses propres mécanismes de financement locaux. Les grandes villes et les zones métropolitaines peuvent requérir des fonds spécifiques. Prolongeant les propos de l'AFD et de la Coopération au développement de l'UE sur le renforcement de l'appui aux banques nationales de développement pour mobiliser des financements en monnaie locale, la ville de Montevideo a souligné qu'une telle option de financement, sans exigence de garantie souveraine, est cruciale pour minimiser le risque très probable de volatilité des taux de change.





Principaux enseignements et propositions pour l'avenir

Quatre idées principales ressortent des discussions :

1. Pour être prêtes à réagir, toutes les villes doivent avoir la capacité de **concevoir des réponses financières locales adaptées** à leur contexte.
2. Les villes et leurs partenaires développent des solutions pour **organiser la contribution des et aux acteurs économiques** qui ont été touchés par les mesures prises. Les réponses doivent être globales et s'adresser aux grandes, moyennes et petites entreprises et aux coopératives. Elles doivent **concerner prioritairement les plus vulnérables**, notamment les femmes qui jouent un rôle majeur dans le système de soins formel et l'économie informelle.
3. Les solutions de financement doivent être organisées dans le cadre d'un **processus pluri-acteurs et multiniveaux** : cela requiert un travail de collaboration entre les acteurs locaux, régionaux et nationaux, publics et privés. Ces solutions co-crées doivent être fondées sur un **principe de transparence** et viser la **continuité des services publics**. La coresponsabilité et la participation de tou·te·s à la préparation de l'avenir sont essentielles.
4. Enfin et surtout, à partir d'aujourd'hui, tous les acteurs doivent penser et agir différemment afin de s'assurer **que personne ne soit laissé pour compte dans les débats sur le monde d'après** et que soient engagées les transformations nécessaires pour accroître la préparation et la résilience face aux chocs futurs, qu'ils soient liés à la santé, au climat, à l'économie ou de nature sociale. Comme le rappelle **Maimunah Mohd Sharif**, de nombreuses collectivités territoriales « *pensent et planifient déjà aujourd'hui le soutien qui sera apporté demain aux plus vulnérables, en investissant dans la promesse de ne laisser personne pour compte* ». Les efforts visant à « *planter les graines de la reprise* » exigent des villes et des régions qu'elles scellent de nouveaux pactes avec les citoyen·ne·s et l'ensemble des acteurs impliqués dans leur écosystème financier.

Recommandations pour l'action :

1. Les villes et les régions peuvent et doivent s'organiser sans délai pour manifester leur **solidarité** les unes envers les autres. Des mécanismes de





soutien mutuel en réponse à l'urgence doivent être mis en place, mobilisables notamment dans le cadre de la **coopération décentralisée** aux niveaux mondial, régional et national.

2. « Adopter des mécanismes de soutien financier qui permettent aux collectivités locales et régionales de continuer à travailler en première ligne au bénéfice des populations, pendant la crise et dans la phase de reconstruction post-Covid-19 » est l'un des dix commandements du « Décalogue pour l'ère post-Covid-19 » adopté par les collectivités territoriales sur l'initiative de CGLU. **La conception et/ou l'adaptation de dispositifs de soutien financier** articulés à la refonte des systèmes financiers locaux qui garantissent un financement durable de la fourniture de services publics locaux doit être une préoccupation prioritaire pour les gouvernements locaux et nationaux et la communauté internationale. Les réseaux et associations de collectivités territoriales sont prêts à jouer pleinement leur rôle dans cette entreprise, en collaboration avec l'ensemble de leurs partenaires, publics et privés, nationaux et internationaux.
3. Avec le soutien de la **coalition de Malaga** (FENU, CGLU en collaboration avec le FMDV), un **dialogue politique** continu et accru avec les gouvernements nationaux sur l'urgence de renforcer l'autonomie financière locale et d'assurer des dotations et subventions prévisibles, transparentes et à la mesure des besoins, sera nécessaire. Ce dialogue devra certainement être réorienté et accéléré pour prendre tout son sens au lendemain de la pandémie, et être accompagné de mesures concrètes pour inciter les décideurs nationaux et locaux à agir.
4. Enfin, l'élaboration et la mise en place d'un **véritable fonds international de financement des infrastructures locales de service**, destiné à la fois au financement d'expertise technique et de projets d'infrastructure et d'équipement grandeur nature, est plus que jamais nécessaire, tant dans l'urgence que pour la phase de reconstruction. La crise économique et sociale engendrée par la crise sanitaire est déjà une évidence. Les collectivités territoriales sont les actrices publiques les mieux placées pour apporter des réponses en temps opportun. En s'appuyant sur l'expérience du **Fonds international d'investissement municipal**, de l'Agence territoriale africaine ou d'autres, qui reflètent le type de système multilatéral qui devra émerger au lendemain de la crise, de nouvelles initiatives mondiales audacieuses doivent être lancées sans plus tarder.





Ressources

Les présentations faites par les villes au cours de cette expérience d'apprentissage en direct sont disponibles sur la page web de CGLU [#BeyondTheOutbreak](#). La plateforme *Cities for Global Health*, animée par Metropolis, propose un répertoire en temps réel des initiatives des collectivités territoriales face à la crise du Covid-19. La plateforme est accessible [ici](#). Quelques sources d'informations complémentaires sont proposées ci-dessous provenant de CGLU et ses partenaires, dont certaines ont été partagées par les participant·e·s au cours de la session.

En français

- CGLU, *Décalogue pour l'ère post- Covid-19*, bit.ly/35JxYR0
- CGLU, *Manifeste sur le Futur des finances locales*, bit.ly/2Lbe4EN
- FMDV, *Les mécanismes de financements groupés infranationaux comme catalyseurs potentiels*, bit.ly/35FO8dX
- UNCDF (FENU), *Covid-19 Financement des collectivités locales*, bit.ly/2Wchn51
- Fédération canadienne des municipalités (FCM), *Ressources sur la Covid-19 pour les municipalités*, bit.ly/3cpzbzv
- Internationale des services publics (PSI), *Le confinement fait avancer la numérisation dans les services publics italiens*, bit.ly/3b9wAIt

En anglais

- CCFLA, *Localizing climate finance, mapping gaps and opportunities, designing solutions*, bit.ly/3baw9xp
- Internationale des services publics (PSI), *Public Finance for the Future We Want*, bit.ly/3c8wx0C
- Internationale des services publics (PSI), *The tragedy of the private the potential of the public*, bit.ly/3eNaFtm
- OCDE, *Cities policy responses*, bit.ly/2YBfWPb
- OCDE, *The territorial impact of COVID-19: managing the crisis across levels of government*, bit.ly/2xADzMD
- OCDE et CGLU, *2019 Report of the World Observatory on Subnational Government Finance and Investment*, www.sng-wofi.org/reports/
- ONU-DAES, *Corona crisis causes turmoil in financial markets*, bit.ly/2W5W7Oj
- UNCDF (FENU), *Blog on COVID-19*, www.uncdf.org/COVID-19
- UNCDF (FENU), *Operational Expenditure Block Grants*, bit.ly/2YIIOq5
- FMI, *Policy responses to COVID-19*, bit.ly/3b5qA3h
- Covenant of Mayors in Sub-Saharan Africa, *Climate Finance Landscape for Sub-Saharan African Cities*, bit.ly/3bg8V8Z

